



HAL
open science

Inde : un émergent en quête d'un second souffle Du bureau du monde à l'atelier du monde ?

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Inde: un émergent en quête d'un second souffle Du bureau du monde à l'atelier du monde ?. Les Dossiers du CERI, 2015. <hal-03571145>

HAL Id: hal-03571145

<https://sciencespo.hal.science/hal-03571145v1>

Submitted on 21 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

INDE : UN ÉMERGENT EN QUÊTE D'UN SECOND SOUFFLE DU BUREAU DU MONDE À L'ATELIER DU MONDE ?

Christophe Jaffrelot (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France)

In : *Les Dossiers du CERI*, « Les BRICS », novembre 2015

URL : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/inde-un-emergent-en-quete-d-un-second-souffle-du-bureau-du-monde-l-atelier-du-monde484.html?D09>

L'Inde s'est imposée comme un pays émergent lorsque son taux de croissance a tutoyé les deux chiffres au cours des années 2000. Cette performance, sur ces dix années, a placé l'Inde en deuxième position, derrière la Chine, avec plus de 7% de croissance annuelle en moyenne. Le début de l'actuelle décennie a été marqué par une chute significative du taux de croissance du pays à 5% en 2013-2014. Ce décrochage était largement conjoncturel. Il provenait autant de facteurs externes (l'onde de choc de la crise de 2008) que de facteurs internes, à commencer par la perte de confiance des milieux d'affaires (et, au-delà, de la classe moyenne) dans une équipe dirigeante usée par dix ans de pouvoir et minée par la corruption. De fait, le taux de croissance est repassé au dessus des 7% dès 2014 et devance même aujourd'hui celui de la Chine¹.

Néanmoins, le trou d'air de 2013 a contribué à infléchir la stratégie économique du nouveau gouvernement indien, formé par le Premier ministre Narendra Modi après sa victoire électorale de mai 2014. On observe certes un approfondissement de la stratégie antérieure étant donné que la libéralisation, mot d'ordre du pays depuis la réforme de 1991, demeure d'actualité. La politique de l'offre qui en résulte ne se traduit toutefois pas encore par des privatisations ou même par l'ouverture de secteurs sensibles comme le commerce (les entreprises

de grande distribution comme Walmart ne peuvent toujours pas ouvrir des grandes surfaces en Inde). Dans les secteurs de la défense et de l'assurance, le gouvernement Modi s'est contenté d'autoriser les entreprises étrangères à acquérir 49% d'une *joint venture*. La stratégie indienne a tout de même évolué sur un point capital : l'objectif numéro un est maintenant de faire du pays une puissance industrielle suivant l'adage de Lee Kwan Yu, un des modèles de Modi, cité dans la charte de la nouvelle politique économique qu'est la dernière livraison de *l'Economic Survey of India* : "Since the industrial revolution, no country has become a major economy without becoming an industrial power"². La stratégie suivie pour mener à bien ce processus d'industrialisation repose principalement sur les investissements étrangers, ce qui n'est pas le moindre des problèmes que pose cette démarche.

Make in India, not in China!

Le programme phare du gouvernement Modi baptisé *Make in India* s'adresse principalement aux firmes étrangères du secteur industriel. Le précédent Premier ministre avait déjà essayé de mieux insérer l'Inde dans la division internationale du travail, mais le pays avait, à l'époque, investi le secteur des services. Il avait bien réussi dans cette entreprise grâce à ses atouts dans les technologies de l'information. Ce succès lui avait valu le titre de « bureau du monde »³. Aujourd'hui, l'Inde se réoriente vers l'industrie, pour des raisons qui tiennent tant à des impératifs nationaux qu'à sa perception du contexte international.

Au plan intérieur, le pays souffre d'un déséquilibre croissant entre d'une part le secteur tertiaire, qui représente 67% du PNB (et 27% de la main d'œuvre), notamment à cause du poids des services informatiques, et d'autre part le secteur secondaire, qui se situe à peine à 15% (tant en termes de proportion du PNB que de pourcentage de la population active). Les décideurs indiens souhaitent voir le poids de l'industrie augmenter, par souci d'indépendance nationale et pour créer des emplois. Tous les ans, une douzaine de millions de jeunes Indiens arrivent sur le marché du travail. Le secteur des services ne peut tous les absorber et les frustrations suscitées par le sous-emploi dont souffre une partie de la jeunesse ont d'ailleurs été un facteur majeur du soutien électoral que celle-ci a apporté à Narendra Modi en 2014, contre la

coalition gouvernementale sortante : n'avait-il pas promis de remédier au problème du chômage en répliquant à l'échelle indienne le « modèle » de développement dont le Gujarat est censé jouir depuis 2001, date à laquelle il a accédé à la tête de cet Etat⁴ ?

Au plan international, l'Inde espère profiter de l'élévation du coût du travail en Chine pour devenir, à son tour, l'atelier du monde. De fait, le déclin de la population chinoise prive aujourd'hui Pékin d'un dividende démographique dont l'Inde pense jouir encore pendant longtemps (les Nations unies prévoient que la population indienne atteindra 1,8 milliard d'habitants en 2050 quand les Chinois ne seront « plus que » 1,3 milliard). De fait, les investisseurs étrangers en Chine se plaignent d'une pénurie de main d'œuvre qui les force à payer des salaires trois fois supérieurs à ceux pratiqués en Inde et leur impose un important *turnover*⁵.

L'Inde s'efforce donc d'attirer des industriels du monde entier, notamment ceux qui souhaitent relocaliser les activités qu'ils développent aujourd'hui dans l'empire du Milieu. Pour cela, Delhi multiplie les signaux positifs, sans toutefois engager des réformes de structure. Le gouvernement Modi a réduit le taux de l'impôt sur les sociétés de cinq points de pourcentage (de 30% à 25%) et s'est efforcé de faciliter la vie des investisseurs étrangers, ce qui a permis à l'Inde de remonter en un an (de 2014 à 2015) de la 142^e à la 130^e place au classement *Ease of doing business* réalisé chaque année par la Banque mondiale auprès de 189 pays en 2015. La réduction des délais nécessaires au lancement d'une activité économique, l'amélioration de la fourniture énergétique et l'engagement de Delhi à cesser d'imposer les sociétés étrangères de manière rétrospective (qui a fait suite à un arrêt de la Cour suprême) expliquent que l'Inde ait pu gagner douze places dans ce classement – où elle figure tout de même en bas de tableau.

Les mesures de libéralisation engagées se sont aussi traduites par la relance des *Special Economic Zones* (suivant un modèle venu de Chine) et la levée de restrictions à l'investissement des grandes sociétés dans des secteurs jusque-là réservés aux PME. C'est ainsi qu'en avril la fabrication de meubles en bois, de cadenas, d'allumettes, de bougies, de bracelets et de condiments ont été « déréservés ». Cette attaque frontale, engagée

depuis les années 1990, d'un des héritages du modèle nehruvien (assez gandhien en l'occurrence) de défense des petites entreprises témoigne du choix fait par le gouvernement Modi en faveur d'une l'industrialisation du pays par les grandes compagnies. Le Premier ministre espère ainsi porter la part du secteur secondaire à 25% du PNB en 2022.

L'avenir incertain d'une croissance sans emploi... et sans retombées sur les campagnes

En remplaçant en partie le modèle nehruvien (en partie seulement puisque le secteur public promu par Nehru reste fort) par un modèle s'inspirant de la Chine, l'Inde est susceptible de croître plus vite – c'est déjà le cas – et d'attirer davantage d'investissements. Le pays a vu ses IDE croître de 46% en 2014 tandis qu'ils baissaient de 1,3% en Chine. Il est devenu la destination numéro un des IDE dans le monde au premier semestre 2015 avec 31 milliards de dollars, contre 28 à la Chine et 27 aux Etats-unis⁶, mais le pays s'expose au risque de nouveaux déséquilibres qui pourraient menacer son attractivité et sa stabilité sociale.

Tout d'abord, cette stratégie ne créera pas d'emplois, alors que, pour absorber la main d'œuvre arrivant mensuellement sur le marché du travail, il faudrait créer un million de postes par mois. Cette incapacité à donner du travail à la jeunesse n'est pas récente. L'Associated Chambers of Commerce and Industry of India (Assocham), une des associations patronales indiennes peu soupçonnable de défendre les travailleurs indiens, vient de publier une étude montrant qu'entre 2004-2005 et 2009-2010, le pays a perdu cinq millions de *jobs* alors que le taux de croissance flirtait avec les 10%. Alors que le nombre des personnes à la recherche d'un emploi a crû de 2,2% tous les ans, en moyenne, entre 2001 et 2011, le nombre d'emplois n'a augmenté que de 1,4%.

Cette *jobless growth* risque de s'accroître si l'Inde courtise surtout les multinationales. Ces entreprises sont en effet très capitalistiques et créent moins d'emplois que les PME. Foxconn, qui fabrique notamment des téléphones mobiles, vient d'annoncer qu'il transférerait certaines de ses activités industrielles en Inde (après avoir beaucoup fabriqué en Chine). Il promet de créer dix à douze usines d'ici 2020, mais seulement

50 000 emplois – une goutte d’eau pour l’Inde.

Les grandes firmes industrielles créent peu d’emplois non seulement parce qu’elles sont très automatisées, mais aussi parce qu’elles ne trouvent pas en Inde une main d’œuvre suffisamment qualifiée. Celles qui y sont se plaignent en particulier du déficit du pays en matière d’éducation - qui les amène parfois à robotiser faute de disposer d’une main d’œuvre assez qualifiée (et aussi « disciplinée » que celle de la Chine).

Ce défaut de formation empêche Delhi de profiter pleinement de son dividende démographique. Sept Indiens sur dix ont moins de 30 ans mais ils ne sont cependant pas aussi éduqués que les jeunes des autres pays des BRICS. Le recensement de 2011 a ainsi montré que seuls 56% des ruraux âgés de 15 à 19 ans et 68% des urbains de la même classe d’âge étaient inscrits dans un établissement éducatif. Même s’il n’est pas nécessaire d’avoir suivi de longues études pour devenir ouvrier d’usine, un minimum d’éducation est parfois nécessaire, or l’Inde n’a pas investi suffisamment dans l’enseignement primaire et secondaire. *L’Economic Survey of India* publié en 2015 n’exclut pas que l’Inde gâche les opportunités liées à son dividende démographique à cause de ce problème de formation. D’après les statistiques, seuls 2 % de la main d’œuvre indienne serait qualifiée (*skilled*) et seuls 6,8% des plus de 15 ans auraient reçu une formation professionnelle⁷.

Non seulement les grandes entreprises créent peu d’emplois, mais ceux qu’elles créent ne sont pas d’une grande qualité (faible niveau de revenu et pas de sécurité de l’emploi), surtout quand la main d’œuvre est peu qualifiée. En Inde, la libéralisation économique qui a permis l’élévation du taux de croissance s’est accompagnée d’une montée du secteur informel, qui représente aujourd’hui 92,7% des emplois⁸. Ce secteur informel, non seulement échappe au salariat, mais aussi à toute protection sociale. En outre, il sous-payé le travail, comparativement au secteur public. D’après le Labour Bureau, le revenu moyen d’un salarié du secteur public est de 945 roupies par jour (environ 14 euros), contre 387 roupies (soit 5,44 euros) dans le secteur privé (où les *contract workers*, corvéables à merci, sont bien sûr les biens moins lotis avec un revenu quotidien de 238 roupies, soit 3,5 euros)⁹.

Par ailleurs, les campagnes sont les laissées pour compte du modèle de croissance indien, clairement tourné vers la ville depuis les années 1990. L'agriculture dans son ensemble n'a crû que de 1,7% en moyenne sur les trois dernières années et seulement de 1,1% en 2014-2015¹⁰. Le gouvernement de Manmohan Singh avait pourtant dès son premier mandat (2004-2009) injecté du pouvoir d'achat dans les campagnes à travers de vastes programmes sociaux comme l'octroi d'une sorte de RSA rural représentant un demi-point de PIB en moyenne dans les années 2010-14, le Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme. Mais l'Inde a connu deux années de faible mousson (en 2015, le déficit de pluviosité est de l'ordre de 12%) et la politique de l'offre pratiquée par Modi, dès lors qu'elle passe par des baisses d'impôt et vise l'équilibre budgétaire, implique des coupes drastiques dans les programmes sociaux, y compris le MGNREGS que le Premier ministre a voulu maintenir en 2015, avec son sens habituel de la formule, tel un *living monument* érigé en l'honneur des échecs du gouvernement précédent. Le nombre de foyers ruraux ayant bénéficié de ces fonds a chuté de moitié, passant de 4,7 millions en 2013-2014 à 2,3 millions en 2014-2015 en raison d'une baisse des fonds alloués à ce programme dont la dotation est passée de 4,15 millions de dollars en 2013-2014 à 2,58 en 2014-2015, soit une baisse de 38%¹¹. Résultat, les revenus ont peu progressé dans les campagnes : + 3,8% en 2014-2015, soit la plus faible progression depuis 2005. Dans les années 2009-2013, la croissance du revenu paysan s'établissait entre 15% et 25% par an¹² ! Par conséquent, la consommation des ruraux a chuté, alors qu'ils représentent encore plus de 60% de la population.

Vers quel développement ?

La stratégie de croissance suivie par l'Inde ne crée pas suffisamment d'emplois et néglige les campagnes. Par conséquent, elle pénalise la consommation ; les industriels investissent moins car ils disposent de capacités de production inutilisées. Si les IDE progressent, les investisseurs indiens, eux, restent en effet très frileux : les investissements (autre que de « portefeuille ») mesurés en pourcentage du PIB ont baissé en 2014-2015 pour la seconde année consécutive (-2%) en raison, notamment, de la faiblesse de la demande, de nombreuses usines tournant au ralenti après la contraction de la

demande. La chute a été particulièrement forte dans l'industrie où, d'après Assocham, elle aurait atteint les 20% en 2014¹³. Cette décélération atteint aussi le secteur du BTP. Le nombre des logements invendus a atteint le chiffre de 700 000 en 2015 et les mises en chantier sont en chute libre. Le prix du ciment, qui avait augmenté de 9,6% en 2014-2015, s'est d'ailleurs stabilisé.

La baisse des investissements est aussi liée à l'état du secteur bancaire. Si la baisse des taux qu'a engagée (à la faveur d'une réduction du taux d'inflation tombé à environ 5%) la Reserve Bank of India (RBI) a des effets positifs, la fragilité de nombreuses banques publiques hypothèque le financement de l'économie. Le volume des créances douteuses a en effet conduit la RBI à introduire des ratios restrictifs qui mènent les banques déjà frileuses à prêter moins d'argent encore. Le taux de croissance annuel des prêts commerciaux qui s'établissait à 21% en 2011 est passé à 12% en 2014.

La consommation des ménages n'est pas la seule à être en panne, celle de l'Etat aussi (passée de 12,1 à 11,4% du PIB) en raison de coupes budgétaires visant à réduire le déficit public, est également en recul. Les dépenses de l'Etat ont diminué de 2,2% en 2014-2015 dans l'espoir de ramener le déficit à 3% du PIB en 2016-2017...

Lorsque ni l'investissement ni la consommation ne tirent l'économie, les exportations sont susceptibles de prendre le relais. Cela aurait pu advenir – à la faveur du cours de la roupie, en baisse depuis le printemps dernier – si l'environnement n'avait pas été aussi déprimé (et rendu très concurrentiel par la baisse du yuan). La spirale descendante de la Chine (premier partenaire commercial de l'Inde qui y exportait d'énormes quantités de minerai de fer avant la crise actuelle) et le marasme des marchés européens ont pénalisé les exportations indiennes qui, depuis huit mois, sont inférieures chaque mois à ce qu'elles étaient à pareille époque en 2014.

La conjoncture internationale explique une partie des problèmes de Delhi. Celle-ci peut néanmoins être favorable : la baisse du prix du pétrole a ainsi permis au pays d'économiser 50 milliards de dollars d'après le patron de la RBI. L'autre partie des difficultés de l'Inde renvoie

à des questions de structure qui, quoi qu'il arrive, pèseront sur le cours de l'économie indienne dans les années à venir, d'autant plus faute de moyens financiers ou/et de volonté politique, le gouvernement Modi n'a engagé aucune réforme d'envergure

L'état critique des infrastructures dans les domaines de l'énergie et des transports constitue un goulot d'étranglement qui pénalise l'agriculture et l'industrie, notamment dans leurs exportations. Or Modi n'a pas réformé Coal India, le mastodonte qui apporte aux usines thermiques 55% de leurs sources d'énergie et le réseau ferré, frappé d'obsolescence, continue de coûter 30% plus cher aux industriels indiens amateurs de fret (de moins en moins nombreux d'ailleurs) que ce que paient leurs homologues chinois.

A la recherche d'un second souffle, l'Inde s'efforce d'amorcer une transition difficile. Le pays s'emploie en effet à franchir une étape nouvelle en mettant l'accent sur le secteur manufacturier. Il s'agit d'un véritable défi sociétal, l'Inde n'ayant jamais tenu le travail manuel en haute estime, ce qui explique d'ailleurs l'intérêt des hautes castes pour les études scientifiques, notamment informatiques.

Au-delà de cette variable culturelle (qu'on aurait tort de sous-estimer), le passage vers une économie plus industrielle risque d'être contrarié par le caractère extrêmement capitaliste des investisseurs étrangers : il faudra en attirer beaucoup pour créer les emplois dont l'Inde à besoin. A défaut, un cercle vicieux pourrait s'enclencher : le déficit de demande (lié à l'absence de *jobs* et au marasme du secteur agricole), la baisse de la dépense publique et la faiblesse des exportations condamnerait l'Inde à une stagnation de l'investissement... ce qui signerait l'échec de la politique de l'offre mise en œuvre aux plans intérieur et extérieur.

Les chances de succès de la nouvelle stratégie indienne dépendent en partie de l'évolution du contexte international, et en particulier de la capacité chinoise à garder, voire à attirer les investisseurs étrangers, et des besoins en main d'œuvre de ces derniers. Ceux qui avaient investi sur le marché intérieur indien se montrent aujourd'hui circonspects,

mais ils pourraient utiliser l'Inde comme une plateforme industrielle pour accroître leurs exportations vers si le commerce mondial redémarrait. Paradoxalement, un gouvernement indien hyper nationaliste, voire xénophobe, fait le choix de rompre avec des décennies de développement autocentré et est en train de mettre une partie du destin économique du pays entre les mains d'étrangers. Cette variable politique pourrait encore compliquer la tâche de Narendra Modi si les ultras de son camp se mobilisaient davantage qu'ils ne le font déjà.

Un tel scénario n'est pas improbable si les tensions sociales liées à la crise agricole et au sous-emploi des jeunes s'accroissent. Le second facteur pourrait ici être plus décisif que le premier étant donné le faible impact de la paysannerie sur la scène publique. En août 2015, un demi-million de Patel (les membres d'une caste jusque là en plein essor et un soutien électoral important de Modi au Gujarat) ont manifesté à Ahmedabad pour l'établissement de quotas d'emplois dans la fonction publique. La répression, menée sous les auspices du successeur de Narendra Modi à la tête du gouvernement de l'Etat a fait neuf morts et créé un certain malaise dans les rangs nationalistes hindous. Deux mois plus tard, le Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien, BJP) du Premier ministre enregistré un échec retentissant au Bihar, un Etat où Modi avait remporté une majorité écrasante en 2014 – et où il venait de s'impliquer personnellement dans la campagne des élections régionales. Il n'est donc pas impossible que l'Inde change à nouveau de stratégie si l'expérience Modi fait long feu.

-
- [1.](#) Ce succès mérite toutefois d'être nuancé car il repose sur un nouveau mode de calcul. Bank of America Merrill Lynch, en utilisant l'ancien mode de calcul, arrive à un résultat bien différent : 5%.
 - [2.](#) *Economic Survey of India*, New Delhi, Government of India, 2015, Vol. 1, p. 102.
 - [3.](#) Sur cette trajectoire des années 1990-2000, voir C. Jaffrelot, « L'Inde, puissance émergente, jusqu'où ? », in C. Jaffrelot (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 87-100.
 - [4.](#) En réalité, le « modèle gujarati » souffre de bien des faiblesses que j'ai analysées ailleurs (C. Jaffrelot, « What 'Gujarat model' ? : Growth without development and with socio-political polarisation », *South Asia*, décembre 2015 (à paraître)).
 - [5.](#) Voir les témoignages de chefs d'entreprise évoqués dans Keith Bradsher, « [India's Manufacturing Sector Courts the World, but Pitfalls Remain](#) », *The New York Times*, 14 octobre 2015.

- [6.](#) Cette performance doit être nuancée car les investisseurs étrangers se sont retirés, au semestre suivant, de la bourse de Bombay. Le solde net de leur engagement a été très négatif en août dernier :- 2,55 milliards de dollars (soit un retrait encore supérieur au krach d'octobre 2008), ce qui a précipité la chute de la bourse de Bombay (- 7% en août dernier).
- [7.](#) *Economic Survey of India-2014-15*, New Delhi, Government of India, 2015, Vol. 2, p. 134.
- [8.](#) *Ibid.*, p. 136.
- [9.](#) Government of India, Ministry of Labour & Employment, *Report on Absenteeism, Labour Turnover, Employment & Labour Cost Annual Survey of Industries (2011-2012)*, Vol. 2, Chandigarh/Shimla, Labour Bureau, p. 84.
- [10.](#) *Economic Survey of India*, New Delhi, Government of India, 2015, Vol. 2, p. 76
- [11.](#) G. Sampath and S. Rukmini, «[Is the MGNREGA being set up for failure?](#)», *The Hindu*, 31 May 2015.
- [12.](#) *Economic Survey of India*, New Delhi, Government of India, 2015, Vol. 2, p. 74.
- [13.](#) « [Proposed industrial investments dip 20% y-o-y across India: Analysis](#) », 7 January 2015.